

Programme de travail qui décline opérationnellement les conclusions de la journée Apprentissage du 19 septembre 2014

Objectif	Actions	Déclinaison opérationnelle de l'action	Mesure Etat	Concertation	Groupe de travail	Echéance
Favoriser le recrutement d'apprentis, dès la rentrée 2014	Modifier les conditions d'attribution de la prime de 1 000 euros	Insérer la disposition dans la loi de finances 2015	X			12/14
		Communiquer sur l'existence de la prime	X Tous les partenaires			01/15
Mieux répondre au besoin d'appui et d'accompagnement	Du jeune, en définissant le cahier des charges de la mission d'accompagnement du jeune et de son maître d'apprentissage et l'employeur confiée aux CFA	Repérer les bonnes pratiques Les capitaliser dans un document de référence diffusé largement	X Tous les partenaires			03/15
	De l'employeur en mettant en place une offre de services nationale d'aide à l'employeur (recrutement et accueil de l'apprenti, élaboration du DUER, accompagnement de l'apprenti...)	Identifier l'existant, définir l'offre complémentaire à développer Construire et mettre en visibilité l'offre de service sur le territoire			X Chambres consulaires, partenaires sociaux, CFA, Régions, ANACT...	03/15
Mettre en place un « statut de l'apprenti », socle complet de droits et de prestations	Adapter les droits, la protection sociale et les conditions de rémunérations des apprentis et les rassembler en un statut des apprentis	Dresser un état des lieux des droits des apprentis, de leur représentation, de leur protection sociale, de leurs conditions de rémunération en mettant en exergue les différences entre les apprentis selon les lieux de formation et les employeurs, En tirer les conséquences	X		X Notamment partenaires sociaux	12/14

		<p>Définir les principes d'évolution des règles relatives à la rémunération, les évolutions à apporter en matière de représentation</p> <p>Prévoir des dispositions dans les accords de branche</p>		<p>x Concertation Etat et partenaires sociaux</p> <p>Négociations de branche</p>		
	<p>Déployer une offre de services en matière d'aide au logement, à la mobilité, aux équipements....</p>	<p>Identifier l'offre existante et définir l'offre complémentaire à développer</p> <p>Lancer les appels à projets régionaux</p> <p>Faire connaître l'offre de services</p>	<p>X Les DIRECCTE</p> <p>Tous les partenaires</p>		<p>X Etat, Régions, partenaires sociaux</p>	<p>12/14</p>
	<p>Favoriser la mobilité européenne des apprentis en simplifiant les démarches</p>	<p>Etablir le bilan de l'expérimentation menée en région Nord-Pas-de-Calais</p> <p>Proposer le cas échéant une modification de la réglementation</p>	<p>X Tous les partenaires</p>			<p>03/15</p>
	<p>Publier le décret relatif à la retraite des apprentis</p>	<p>Dans le cadre de la réforme des retraites de janvier 2014</p>	<p>X</p>			<p>10/14</p>
<p>Adapter le cadre d'emploi des apprentis pour faciliter leur recrutement</p>	<p>Tirer les enseignements des expérimentations menées pour prévenir les ruptures du contrat de travail et adapter le cas échéant les modalités de rupture</p>	<p>Faire le bilan des différentes expérimentations mises en œuvre, notamment dans le cadre de l'appel à projets ministère du travail</p> <p>Capitaliser les bonnes pratiques professionnelles dans un document de référence largement diffusé (en lien avec l'appui et le suivi des jeunes)</p>	<p>X</p>		<p>X CFA, partenaires sociaux, chambres consulaires</p>	<p>01/15</p>

	Explorer des pistes d'adaptation de la réglementation liées au « travaux dangereux »		X	X Concertation dans le cadre du comité d'orientation sur les conditions de travail (COCT)		11/14
	Adapter le recours à l'apprentissage dans la fonction publique hospitalière pour prendre en compte le multi-emploi	Modifier les dispositions réglementaires	X			12/14
	Sortir les apprentis du décompte des plafonds d'emploi des administrations d'Etat		X			12/14
	Recenser les freins au recours à l'apprentissage dans les fonctions publiques et proposer des solutions	Une mission sera confiée au conseiller d'Etat Jacky Richard	X			12/14
	Insérer une mesure d'incitation au recours à l'apprentissage sur le modèle de la clause d'insertion dans les marchés publics	Article du projet de loi croissance et emploi	X			12/14
	Insérer dans la loi une mesure d'incitation au recours à l'apprentissage sur le modèle de la clause d'insertion dans les marchés privés	En s'alimentant des travaux actuellement menés sur l'achat responsable	X			12/14
	Valider la méthodologie de calcul du coût d'un apprenti	Arrêté à prendre après avis du CNEFOP suite au travail réalisé par le CNFPTLV	X	X CNEFOP		03/15
	Fiabiliser et dématérialiser l'enregistrement des contrats				X Chambres consulaires, branches professionnelles, Régions, l'Etat	12/15

Accompagner et valoriser le maître d'apprentissage	Recenser les habilitations et certifications existantes et Inscrire au RNCP une certification « maître d'apprentissage »		X CNCP			01/15	
	Mettre à disposition des branches professionnelles un document de référence qui illustre les actions qui peuvent être retenues pour valoriser la fonction du maître d'apprentissage : formation, rémunération...	Recenser les différentes dispositions négociées au niveau des branches professionnelles Elaborer et diffuser un guide à destination des négociateurs	X			12/14	
	Initier des négociations sur la rémunération et le statut de maître d'apprentissage	Définir des principes de reconnaissance de la fonction de maître d'apprentissage : rémunération, possibilité de VAE, abondement du compte personnel de formation			X Négociation		
		Négocier des dispositions sur la rémunération et le statut du maître d'apprentissage			X Négociations de branches		
Mobiliser les acteurs de l'enseignement et de l'orientation scolaire	Inclure la découverte de l'apprentissage dans le parcours individuel d'information, d'orientation et de découverte du monde économique et professionnel	Expérimentations en vue d'une généralisation à la rentrée 2015, avec un suivi assuré par l'IGEN. Appel à candidatures lancé.	X		X Informer le CNEFOP et les CREFOP	10/14	
	Mettre en place des stratégies académiques pour créer 20 000 places d'apprentis supplémentaires dans les EPLE, en ciblant sur les niveaux IV et V ainsi qu'en veillant à assurer une plus grande diversité des entrées en apprentissage.	Instruction ministérielle aux recteurs du 16 septembre 2014 et inscription dans les dialogues de gestion de début novembre 2014.				12/14	

	Intégration de l'apprentissage dans la journée d'information sur les métiers et dans les applications informatiques servant à orienter et affecter les jeunes (APB et AFFELNET)	Instruction ministérielle aux recteurs du 16 septembre 2014	X			
	Revoir les conditions d'exercice des personnels intervenants dans les sections d'apprentissage dans les EPLE				X Groupe métier ad hoc avec les OS	12/14
	Mettre en place des formations dédiées à la pédagogie de l'apprentissage aussi bien pour les enseignants débutants que pour ceux en exercice.	Mutualisation de productions existantes par le CNRAA et la DGESCO, publication dans le cadre des parcours de formation en ligne Magistère. Concertation avec les ESPE.	X			12/14
	Mobiliser l'encadrement de l'Education nationale (délégués académiques aux enseignements techniques, délégués académiques à la formation professionnelle initiale et continue, corps d'inspection, chefs d'établissements) lors d'un grand séminaire national prévu le 18 novembre	Séminaire National	X			11/14
	Mettre en place plusieurs sessions d'examen en cours d'année scolaire afin d'assouplir le calendrier de formation et d'évaluation.	Instruction envoyée aux recteurs				10/14
	Favoriser la coordination des réseaux de développeurs	Etablir un cahier des charges de l'offre de services et des modalités régionales de coopération et de pilotage des réseaux de développeurs			X CNEFOP	03/15

	Donner à Pôle emploi l'accès aux informations sur le paiement de la CSA par les employeurs afin de lui permettre de prioriser la prospection	Projet de loi simplification de la vie des entreprises	X			12/14
	Créer une bourse d'emploi nationale de l'apprentissage	Elaborer une convention de coopération avec les têtes de réseaux nationales (chambres consulaires, Pole emploi, les Régions) pour le transfert des offres	X		X Chambres consulaires, Régions, Pole emploi, l'Etat, partenaires sociaux	04/15
	Mobiliser les entreprises	Définir la mission confiée à Henri Lachmann, ancien président du groupe Schneider	X			10/14
		Lancement de la campagne de commination	X			10/14
Adapter l'offre de formation	Maintenir la mobilisation des Régions en faveur de l'apprentissage	Mettre en place une traçabilité des flux de financement de l'offre d'apprentissage			X CNEFOP	03/15
	Recenser et diffuser les bonnes pratiques de fonctionnement du CREFOP permettant la bonne articulation entre Région, Education nationale et partenaires sociaux dans l'élaboration de la carte des formations par l'apprentissage				X CNEFOP	
	Faire évoluer la répartition des responsabilités et des modalités de travail dans la rénovation des diplômes au sein des commissions professionnelles consultatives	Définir le protocole d'expérimentation avec 8 branches volontaires	X Et les partenaires sociaux			10/14
	Améliorer les processus et capacités de traitement de la Commission nationale des certifications professionnelles (CNCP)	Augmenter les moyens de la CNCP Simplifier la procédure d'examen	X			12/14

	Identifier les besoins en apprentissage dans les filières d'avenir	Mission d'inspection en appui du Conseil national de l'industrie et du Conseil national Education Economie pour identifier les besoins dans les filières de la Nouvelle France industrielle (lettre de mission signée)	X			03/15
Simplifier les démarches en matière de recours et d'organisation de l'apprentissage	Identifier les procédures qui pourraient être simplifiées : procédure d'habilitation des CFA à exercer le contrôle en cours de formation, procédure de DIMA....				X Entreprises, CFA, consulaires, Régions	12/14
Mobiliser l'ensemble des acteurs, institutionnels, employeurs, jeunes en formation ou en insertion professionnelle, parents....	Adhérer à l'alliance européenne pour le développement de l'apprentissage		X Tous les partenaires			12/014
	Soutenir la candidature de la France aux Olympiades des métiers		X Tous les partenaires			12/14
Communiquer sur les décisions prises			X Tous les partenaires			
Piloter et suivre la mise en œuvre du programme de travail	Mettre en place un comité de suivi interministériel semestriel		X			
Piloter et suivre la mise en œuvre du programme de travail	Mettre en place, dans le cadre des réunions de mobilisation, des points d'étape sur l'état d'avancement du programme		X Tous les partenaires			